

**DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES**

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 8679

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

29

de votants

33

OBJET

**Lutte contre les dépôts sauvages et autres
incivilités – Mise en œuvre des
transactions pénales.**

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil seize, le six octobre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie, DERONT-BOURDIN Gautier, MARZINIAK Yannick, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Éric, DEBORDE Élisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, BENTRAD Samira, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, CHARLOT VALDIEU Catherine, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, HOSKIN Marie-Pierre, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

Procurations : LANCHARRO Marie-José à ETORE Christophe, DALMAS Fabien à SAVORNIN Richard, DENISE Charlène à DERONT-BOURDIN Gautier, KAÇA Afrim à DAL MORO Christian.

Madame FOISSAC Elodie est désignée secrétaire de séance.

La propreté est au centre des préoccupations des citoyens mais de nombreuses incivilités sont à déplorer, comme le dépôt de déchets encombrants, l'abandon de sacs de déchets sur le trottoir, etc.

Pourtant, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) met à disposition des contenants et composteurs, la collecte des encombrants gratuite sur rendez-vous, un réseau de déchetteries communautaires avec apport d'objets encombrants gratuit.

La Commune a pour sa part investi dans la création de points de regroupement et de points de collecte enterrés afin d'améliorer l'esthétique dans les centres urbains.

Des campagnes de sensibilisation sont très régulièrement assurées, pour autant des problèmes d'incivilités récurrents sont constatés.

Si la collecte et la gestion des ordures ménagères sont des compétences de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, le Maire a conservé le pouvoir de police en matière de sanction à l'encontre des responsables d'incivilités.

La CASA a introduit dans son règlement de collecte, la possibilité pour les communes de mettre en œuvre des sanctions dans le cadre de la transaction pénale.

Conformément à l'article 44-1 du Code de procédure pénale, lors d'une infraction, la transaction peut être proposée par le Maire au contrevenant par lettre recommandée ou remise contre récépissé en double exemplaire dans un délai d'un mois à compter du procès-verbal constatant l'infraction. Elle précise la nature des faits reprochés, leur qualification juridique ainsi que le montant de l'amende et les peines complémentaires encourues, le montant de la réparation proposée et le délai dans lequel elle devra être versée, le délai dans lequel le contrevenant devra faire connaître son acceptation ou son refus de transaction.

Si le contrevenant refuse la proposition de transaction ou n'y donne aucune réponse dans le délai de quinze jours ou s'il n'a pas exécuté ses obligations dans le délai imparti, le Maire en informe l'autorité judiciaire. Le procès-verbal de contravention sera alors transmis au Procureur de la République en vue de poursuites pénales. Les actes tendant à la mise en œuvre ou à l'exécution de la transaction sont interruptifs de prescription de l'action publique. Ce dispositif fait l'objet d'une convention avec le Procureur de la République.

.../...

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a proposé à l'ensemble des communes membres de la CASA de mettre en œuvre ce dispositif dans le domaine de la gestion des déchets qui pourrait être étendu à d'autres incivilités, d'adopter des montants identiques de pénalisation et de conventionnement avec le Procureur de la République. Par délibération du 27 juin 2016, le Conseil Communautaire a adopté ces dispositions.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** le principe de la mise en place de la transaction pénale dans le domaine des déchets afin de lutter contre les incivilités ;
- **APPROUVE** le principe de l'harmonisation des sanctions sur l'ensemble des communes membres de la CASA ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ces dispositions.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 7 octobre 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 30 septembre 2016. La présente délibération a été affichée le 14 octobre 2016 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 14 octobre 2016

Le Sénateur-Maire,